

Communiqué pour diffusion immédiate

Génocide à Gaza : Des décisions indignes au Grand Conseil neuchâtelois !

La Chaux-de-Fonds, le 26 juin 2025

Près de 20'000 personnes à Berne, des centaines de milliers de personnes partout dans le monde, ont manifesté ces dernières semaines pour soutenir le peuple palestinien qui est en train de mourir sous les yeux du monde. Les pétitions et résolutions se succèdent en Suisse pour exiger que le Conseil fédéral prenne ses responsabilités, respecte et fasse respecter ses obligations en ce qui concerne le droit international. Notre gouvernement continue de commercer avec Israël alors que des mandats d'arrêt ont été délivrés contre Benyamin Netanyahu et Yoav Gallant, ses dirigeants.

Dans ce contexte, la résolution interpartis déposée au Grand Conseil neuchâtelois par 44 député-e-x-s demandant au Conseil fédéral d'agir en urgence pour un cessez-le-feu à Gaza n'a pas été acceptée (alors que le Parlement jurassien avait accepté, le 21 mai, une résolution similaire... à l'unanimité !). En effet, cette résolution n'a obtenu que 58 voix, alors que le règlement du Grand Conseil neuchâtelois prévoit une majorité des 2/3 (soit 66 voix). Cette résolution interpartis était pourtant un timide « compromis suisse » par rapport à la pétition de notre inter-collectif, déposée avec 4500 signatures en novembre 2024 mais qui ne sera traitée qu'en septembre 2025.

Par-delà le résultat, la teneur des débats suscite l'indignation. Alors que la droite remettait en cause la pertinence de la résolution pour refuser la clause d'urgence (acceptée à la majorité simple par 56 voix), elle s'est longuement exprimée pour la combattre. Les opposant-e-x-s à la résolution ont enrobé leurs discours de propos prétendument humanistes et pacifistes, ainsi que d'une prétendue empathie pour la souffrance subie à Gaza. Mais leurs exemples détaillés ne tournaient qu'autour des massacres du 7 octobre 2023 et de la souffrance des Israélien-ne-x-s, prétendant que la gauche y est insensible. L'insensiblerie s'est vérifiée sur le vote : c'est bien la droite qui a refusé une résolution demandant l'arrêt des massacres à Gaza.

La droite a eu le culot de citer les accusations d'Amnesty International et de Human Rights Watch envers le Hamas, tout en se gardant bien de noter que les déclarations les plus récentes de ces ONGs appellent à stopper et condamner les actions d'Israël. Elle s'est également fendue de quelques arguments mensongers, par exemple en prétendant qu'il n'y avait pas de mention dans la résolution des otages israélien-ne-x-s – alors que ce point est clairement inclus et qu'il manque justement la mention des milliers d'otages palestinien-ne-x-s en Israël. Le summum de la honte a été atteint avec des propos négationnistes sur la guerre coloniale et les massacres à Gaza.

De son côté, la gauche institutionnelle s'est (enfin) positionnée en bloc sur la question palestinienne, et s'est inspirée de certains arguments et faits rapportés par notre mouvement. Notre pétition et les manifestations ont eu le mérite d'apporter le débat dans l'hémicycle. Ainsi, des député-e-x-s ont rappelé que la Suisse est dépositaire des Conventions de Genève mais qu'elle ferme pourtant les yeux devant des crimes de guerre avérés ; que le rôle du Grand Conseil est aussi d'exprimer son désaccord face à la politique des autorités fédérales ; et qu'un cessez-le-feu immédiat et permanent est une condition *sine qua non* à une paix durable.

De plus, il a été rappelé que l'horreur à Gaza, et plus globalement la situation en Palestine, n'ont pas commencé le 7 octobre 2023. Depuis plus de 7 décennies, la population palestinienne vit sous le joug d'une occupation coloniale condamnée par le droit international. Nous ajoutons que depuis 18 ans, les Gazaouis vivent dans une prison, et depuis deux ans dans un cimetière à ciel ouvert.... Près de 60'000 morts à ce jour, dont près de 20'000 enfants. A l'heure actuelle et quotidiennement, des dizaines de Gazaouis, dont une majorité d'enfants, meurent de faim, ou sont abattue-x-s par l'armée d'occupation en tentant de se procurer de la nourriture.

Que faudra-t-il de plus pour que les député-e-x-s neuchâtelais-e-x-s arrêtent de se voiler la face et usent de leur fonction pour rappeler leurs obligations à nos autorités fédérales ?

Nous le rappelons et le rappellerons tant qu'il le faudra, dans la rue et dans les parlements : le silence et la neutralité complices face à des violations des droits humains, et particulièrement face au génocide à Gaza, encourageant les agissements des gouvernements colonialistes d'extrême-droite.

La lutte continue !

Collectif Action Palestine (CAP-NE) - BDS Neuchâtel - Action Anti-Impérialiste Étudiante (AAIE!) - Fédération Libertaire des Montagnes – solidaritéS Neuchâtel